



Le Burkina Faso sélectionné pour le deuxième compact du Millenium challenge corporation (MCC). Page 10

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°240 du vendredi 16 décembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** p. 14.
- **Activités du gouvernement.** p. 8

Passage du flambeau du 11 Décembre à Dano :
« Tout ce qui ne concourt pas au succès du 11 Décembre doit être banni » dixit le Gouverneur Tagsèba NIKIEMA

Région du Sud-Ouest





Passage du flambeau du 11 Décembre à Dano : « Tout ce qui ne concourt pas au succès du 11 Décembre doit être banni » dixit le Gouverneur Tagsèba NIKIEMA

Région du Sud-Ouest



Présentation du flambeau.

Evènement inédit ce 12 décembre dans le Ioba. Le passage du flambeau du 11 Décembre a suscité la mobilisation des populations. Occasion pour le Gouverneur du Sud-ouest d'inviter à l'unité des cœurs.

« Tout ce qui ne concourt pas au succès du 11 Décembre doit être banni ». C'est en termes que le Gouverneur du Sud-ouest s'est adressé aux forces vives du Ioba, à l'occasion du passage du flambeau du 11 Décembre à Dano. Et Tangsèba NITIEMA d'insister « vous

ne pourrez plus dire que la région du Sud-ouest est oubliée » ceci pour susciter davantage la mobilisation

Pour l'occasion autorités administratives, coutumières et surtout la population dans toutes ces composantes s'est mobilisée

Dès la commune de Oronkua ,porte d'entrée du Sud-ouest le ton a été donné .Pour un bain de foule initialement prévu dans le programme selon une source ,la délégation du Gouverneur a dû marquer un arrêt au

regard de la mobilisation .Occasion pour le maire Serges Somé de présenter le flambeau à sa population et d'appeler son implication pour la réussite de la fête de l'Indépendance en 2017.

A Dano, même scénario, visite de courtoisie à sa Majesté Naonfa II, transmission du flambeau au Haut-commissaire Payon Bado, discours et présentation du flambeau à la population ont été le menu. De sa Majesté Naonfa II, au maire de Dano Kokou Somé, au Haut-

La suite à la page 3.



ACTU RÉGION

La suite de la page 2.

commissaire en passant à Marcel Da, Président du Conseil régional et au Gouverneur, tous ont appelé à une forte appropriation de la célébration du 11 Décembre.

Pour le symbole du flambeau, M. Nitiéma a expliqué qu'il ressemble à une étoile qui brille déjà dans la région du Sud-ouest.

Certes l'organisation de la fête de l'indépendance ressemble à un lourd fardeau prévient le Gouverneur. Mais c'est un fardeau que la région est fière de porter au regard de la confiance qui lui est faite a renchéri M. Nitiéma.

Pour certains citoyens interrogés, leur principale attente se résume au respect des cahiers des charges des différents prestataires pour impulser le développement de la région.

Après Kaya dans le centre Nord rendez-vous est donné à la population pour la célébration du 11 décembre 2017 dans le Sud-ouest.

Ouaboué BAKOUAN pour SCI



Sa Majesté Naonfa II entouré des notables des autres cantons.



Le Haut commissaire du Ioba et le Gouverneur de la région du sud-ouest (en tenues traditionnelles de la gauche vers la droite).



Commémoration du 18^{ème} anniversaire du décès du journaliste Norbert ZONGO dans le Nayala :

L'UAS réclame justice

Région de la Boucle du Mouhoun



Remise du mot à Mme le Haut-commissaire de la province.

Ce mardi 13 décembre L'Union d'Action Syndicale (UAS) du Nayala a conduit une marche pacifique pour commémorer l'assassinat du journaliste d'investigation Norbert ZONGO. A travers slogans révolutionnaires, chants et hymnes en hommage au journaliste ainsi qu'aux trois de ses infortunés compagnons sauvagement assassinés, les manifestants ont fait une procession à travers la ville. Le moment fort de cette journée de commémoration a été la remise du mot aux autorités de la région représentées par Mme le Haut-commissaire de la province du Nayala. Par ce geste, les

manifestants entendent exprimer leur mécontente quant à la lenteur du dossier en justice et d'autres faits qui de leur avis ne sont pas du tout rejoissants.

Partis du kiosque de Bassirou KONCOBO sur la route de Bounou, les manifestants se sont dirigés au rond-point route de Biba d'où ils ont rejoint la place Joseph KI-ZERBO tout en longeant le côté sud du marché pour aboutir sur le rond-point devant les mécaniques et passant à la gendarmerie. Ils ont grimpé la colline pour la livraison du message à Mme le Haut-commissaire de la province qui était en concertions.

En présence de Mme le haut-

commissaire, le responsable de l'Union d'Action Syndicale (UAS), a procédé à la lecture des différents points de leurs doléances à l'occasion du 18^e anniversaire de l'assassinat de Norbert Zongo et de ses trois compagnons. L'UAS a rappelé le bilan des crimes de sang et des crimes économiques commis sous le régime Compaoré. Selon eux, la vie des Burkinabè a été marquée par de graves atteintes aux droits fondamentaux à la vie de la personne humaine. « Des fils et des filles de ce pays ont été arrachés à leur famille au nom de l'expression du droit à la différence », a martelé le responsable de l'UAS.

Selon le responsable de l'UAS à l'occasion du dix-huitième

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4



Lecture du mot des manifestants.

anniversaire de l'assassinat crapuleux et ignoble du Journaliste émérite d'investigation Norbert ZONGO et de ses compagnons d'infortune, la tristesse, la désolation restent toujours de mise car nos hommes de droit ont décidé de se taire et de ne pas dire le droit. Pour lui cette journée est un hommage à Norbert Zongo, qui ne voulait rien que le bien du peuple burkinabè et partant de là tous ceux qui ont été injustement assassinés pendant et après le règne de Blaise Compaoré. Cette journée du 13 décembre a été donc une occasion de rendre hommage à tous ceux qui sont tombés lors de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et les victimes du coup d'Etat manqué du 16 et 17 octobre 2015. L'UAS exige donc justice pour tous les martyrs. Selon elle les coupables et les commanditaires courent toujours et la justice incapable reste toujours marbre.

En marge de cette manifestation plusieurs points de revendication ont été rappelés devant la première responsable du Nayala. Ce sont entre autres le démantèlement sans conditions des bases militaires étrangères dans notre pays, la

réduction du coût du gaz butane et facilitation de son accès, l'accès de la population aux denrées de premières nécessités.

sans causer de dommage. Pour elle, cette attitude responsable dénote de la maturité des participants. Elle a de ce fait salué les manifestants et a promis



Mme le Haut-commissaire de la province et M. le Maire face aux manifestants.

Après avoir attentivement écouté le message, Mme le Haut-commissaire a félicité les responsables syndicaux pour avoir pu organiser une marche

de transmettre à qui de droit le mot.

Tigiane Antoine KI pour SCI



Consommation de la drogue au Burkina Faso : Le comité national de lutte contre la drogue sensibilise les acteurs de la région du Sud-Ouest

Région du Sud-Ouest



Le présidium.

Une session d'information, de formation et de sensibilisation à l'intention des décideurs et leaders d'opinion sur les méfaits de la drogue, s'est tenue à Gaoua le 8 décembre 2016. La rencontre organisée par le Comité National de Lutte contre la Drogue (CNLD) a été présidée par le Gouverneur Tagsseba Nitièma.

Le phénomène de la drogue a une envergure mondiale aux conséquences sanitaires et sécuritaires graves. Et la problématique de la consommation de la drogue touche d'avantage

la population jeune en général et particulièrement celle issue du milieu scolaire du Burkina Faso. Sa situation géographique le place à la croisée des chemins en Afrique de l'Ouest favorisant un transit, un trafic illicite et une consommation locale croissante des stupéfiants et des produits psychotropes.

Face à cette situation inquiétante, le Secrétariat Permanent du Comité de Lutte contre la Drogue (SP/CNLD) mène une série de rencontres de sensibilisation à l'intention des leaders d'opinion afin de sensibiliser

les femmes et les élèves qui de plus en plus s'adonnent à la consommation de la drogue dont ceux de la région du Sud-Ouest. Le thème choisi "*problématique de la drogue en milieu scolaire, quelle stratégie pour une meilleure prévention*", est une démarche globale de stratégies qui répondent aux préoccupations des plus hautes autorités a dit Mariam Diallo/Zoromé Secrétaire Permanente du CNLD.

Après avoir fait une présentation de sa structure Mariam Diallo/Zoromé a invité les parents à suivre leurs enfants

La suite à la page 7.



La suite de la page 6.

afin qu'ils évitent d'en consommer. Elle demande aussi d'accompagner les enfants et les femmes, et chercher surtout à les connaître car ils présentent de doubles caractères. En 2017 sa structure procédera à une relecture de ces textes a-t-elle indiqué. La SP/CNLD Mariam Diallo/Zoromé pense aussi qu'au cours de cette relecture, les coutumiers, les religieux, les parents et bien d'autres acteurs seront impliqués afin de réussir la lutte. Et après l'adoption du décret, un documentaire sera réalisé, ce qui permettra aux uns et aux autres de faire des témoignages sur le fléau afin que cesse cette situation de consommation de drogue.

Le Gouverneur Tagsseba Nitiéma lui s'est réjoui de la tenue de cette rencontre de sensibilisation. « *Cela est très important* » a-t-il dit. Pour lui, les leaders connaîtront les méfaits de la drogue et sauront que cette consommation est une menace grave qui pèse sur la jeunesse du Burkina Faso. « *La drogue détruit notre jeunesse* » a-t-il poursuivi. « *Et la région du Sud-Ouest constitue une porte d'entrée de ces drogues au vue de sa position avec des pays voisins pourvoyeurs de stupéfiants, d'où une accentuation de la lutte* » a-t-il confié le Tagsseba Nitiéma.

Six(6) régions ont pu asseoir leur comité. La SP/CNLD Mariam Diallo/Zoromé a demandé aux maires, la mise en place des Comités Communaux de Lutte contre la Drogue. Aussi, elle a plaidé pour une nomination d'un Point Focal au niveau de la région, de la province et de la commune.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara pour SCI



L'assistance.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Chronique du gouvernement

Etats généraux des hôpitaux publics Améliorer l'offre de santé et la qualité des soins dans le contexte de l'Assurance maladie universelle (AMU)

Ministère de la Santé
Sous le Très Haut Patronage de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE
Président du Faso, Président du Conseil des Ministres

Etats Généraux des Hôpitaux du Burkina Faso
Thème : « Hôpital public: quelles réformes pour des soins de qualité dans le contexte de l'assurance maladie universelle ? ».
Date : 15 au 18 Décembre 2016 - Lieu : Salle de Conférence Ouaga 2000.
Ensemble pour des soins de qualité et équitables dans nos hôpitaux publics !

Du 15 au 18 décembre 2016, se tiennent à Ouagadougou les états généraux des hôpitaux publics sous le thème « Hôpital public : quelles réformes pour des soins de qualité dans le contexte de l'assurance maladie universelle ». Organisés par le ministère de la Santé et placés sous le très haut patronage de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, ces états généraux des hôpitaux publics visent à améliorer la performance des hôpitaux à travers des soins de qualité dans le contexte de l'assurance maladie universelle.

Les problèmes des hôpitaux du Burkina Faso

Les hôpitaux Burkinabè présentent de grandes insuffisances, notamment dans l'offre de soins de qualité avec l'expansion démographique.. A cela s'ajoutent les difficultés majeures de gestion et les problèmes

d'accès aux soins par la population. Malgré les créations récentes d'hôpitaux, comme le CHU Tingandogo et l'érection du Centre médical avec antenne chirurgicale (CMA) du secteur 30 en hôpital de district qui pourraient contribuer au renforcement de l'offre de santé, il demeure des problèmes de disponibilité des ressources humaines et financières; toutes choses qui limitent l'atteinte des résultats recherchés. La mise en place de de l'assurance maladie universelle constitue donc une réponse appropriée. Toutefois la réussite de ce projet dépend de l'existence de formations sanitaires fonctionnelles et d'hôpitaux performants et toute réforme du système hospitalier passe nécessairement par une identification des problèmes à résoudre, des solutions à appliquer et les modalités de leur mise en œuvre. D'où l'opportunité de la tenue des états généraux des hôpitaux publics qui se fixent pour objectifs d'identifier les problèmes prioritaires

de fonctionnement et d'organisation des hôpitaux, et les solutions pour les résoudre, et d'établir une feuille de route pour la mise en œuvre de ces solutions.

Les réformes majeures dans le domaine de la santé

Au cours de ces dernières décennies, le système de santé du Burkina Faso a connu de profondes réformes. Il s'agit entre autres du système de santé de district et de la décentralisation avec le transfert des compétences aux collectivités locales, mais aussi et surtout de l'instauration de la gratuité des soins chez les femmes et les enfants de moins de 5 ans depuis Avril 2016. Sur les hôpitaux spécifiquement, l'on peut citer entre autres réformes, l'adoption de la loi hospitalière, l'érection des hôpitaux en établissement public de santé (EPS), l'ouverture de filières de formations spécialisées et le recrutement des directeurs généraux des hôpitaux par appel à candidature. Ces réformes accordent un

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

rôle important aux hôpitaux du point de vue de l'offre des soins spécialisés, de la formation et de la recherche. Elles ont été opérées pour accroître la performance du système de santé en général et celle des hôpitaux en particulier. La vision du gouvernement à travers l'organisation des états généraux repose sur l'association d'une dynamique de l'offre pour assurer la disponibilité des soins de qualité et des produits aux meilleurs coûts dans le contexte de l'assurance maladie universelle. Cette vision, qui se veut stratégique, s'appuie sur sept axes stratégiques dont :

- le premier axe porte sur le renforcement de la bonne gouvernance dans les hôpitaux, qui consistera à veiller à ce que les hôpitaux soient pleinement redevables face à la conduite de leurs missions et de leurs résultats. Cette bonne gouvernance consiste également à octroyer aux établissements sanitaires, une véritable autonomie de gestion, qui exige notamment l'élévation du niveau de qualification des directeurs généraux et de leurs collaborateurs, l'adoption de nouvelles règles de gestion des ressources humaines et un renforcement de la tutelle dans les fonctions d'appui technique et de contrôle ;
- le deuxième axe concerne la réalisation de l'équilibre des comptes des centres sanitaires, qui consistera à la reprise de la carte nationale hospitalière, à la consolidation des projets d'établissement et au

renforcement de la gestion financière devant permettre une connaissance exhaustive des comptes de l'hôpital pour déterminer les «gaps» qui devront être comblés par l'Etat à travers l'octroi de subventions contractualisées ;

- le troisième axe se rapporte à l'amélioration de la qualité des soins dans les hôpitaux publics, qui passe par l'élaboration de normes et procédures nationales, puis par l'introduction de la démarche qualité au sein des établissements sanitaires. Cela nécessite la création d'une agence nationale d'évaluation et d'accréditation en santé (ANEAS), chargée d'analyser les capacités des hôpitaux à réaliser des soins de qualité, et d'identifier leurs éventuelles insuffisances à parfaire ;
- le quatrième axe a trait au renforcement de l'offre de soins en dehors du système hospitalier, qui consistera à transformer les CSPS urbains et ceux des chefs lieux de commune en Centre médicaux (CM), et les CMA en hôpitaux de district, ce qui devrait contribuer à rationaliser les activités des CHR et des CHU ;
- le cinquième axe renvoie à l'implication du secteur privé, qui passe nécessairement par l'adoption d'une réglementation permettant aux praticiens hospitaliers, y compris les hospitalo-universitaires, de respecter le contrat qui les lie à leur hôpital sans fragiliser les cliniques privées ;
- le sixième axe porte sur la mise en place de l'assurance maladie universelle (AMU) dont la mise en œuvre devrait permettre aux

populations d'avoir plus accès aux soins de qualité sans courir de risque financier. La gestion de l'AMU sera assurée par une caisse civile de prévoyance sociale . Son opérationnalisation constitue une des priorités du gouvernement ;

- le septième axe, quant à lui, concerne la régulation par l'Etat de l'ensemble du système hospitalier dans toutes ses composantes et leurs interrelations. Il repose notamment sur la mise en place d'un système national unique et numérisé d'informations sanitaires et sociales, la création de l'agence nationale d'évaluation et d'accréditation en santé, la contractualisation des subventions accordées par l'Etat aux hôpitaux, le renforcement de la tutelle de l'Etat, la réactualisation du code de la santé et le renforcement de l'inspection de la santé.

Les états généraux des hôpitaux publics permettront donc au ministère de la Santé de disposer d'une feuille de route qui comportera des éléments d'orientation, des priorités à court, moyen et à long termes, et des propositions de mécanismes de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la politique sanitaire, au grand bonheur des populations.

Ministère de la Santé

ABONNEZ VOUS À NOTRE QUOTIDIEN

Recevez l'actualité du jour , à 12 000 f cfa / ans



Le Burkina Faso sélectionné pour le deuxième compact du Millenium challenge corporation (MCC)

Région du Centre



Le Président du Faso a reçu l'ambassadeur americain et sa suite.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a reçu en audience Monsieur Andrew YOUNG, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique auprès du Burkina Faso dans la matinée du mercredi 14 décembre 2016. « J'ai eu l'honneur d'apporter au Président du Faso une bonne nouvelle. En effet, le Burkina Faso a été choisi pour le deuxième compact du Millenium challenge corporation (MCC) », a révélé l'Ambassadeur YOUNG.

du premier compact n'ont pas réussi à être sélectionnés au deuxième compact. Cela témoigne donc de la bonne gestion du financement obtenu par le Burkina Faso à la faveur du premier compact ». Monsieur Andrew YOUNG note par ailleurs que suite à la réussite de la conférence sur le Plan national de développement économique et social (PNDES) à Paris, « la décision du Conseil d'administration du MCC lance de nouvelles étapes pour le développement du Burkina Faso ».

Il a ajouté que cette décision du MCC montre en termes concrets que « l'investissement des Etats-Unis va continuer pour accomplir

les besoins et les désirs du peuple burkinabè dans l'avenir ». L'Ambassadeur YOUNG affirme dans ce sens que « tout le peuple burkinabè peut être fier des progrès des indicateurs sur lesquels le MCC s'est basé pour l'élection du Burkina Faso au deuxième compact ». Quant à l'enveloppe allouée à ce deuxième MCC, elle sera connue à l'issue des échanges avec les partenaires pour déterminer les projets qui seront mis en œuvre. D'ores et déjà, précise Monsieur YOUNG, le financement va concerner le volet économique et social du Burkina Faso.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Selon le diplomate américain, le Burkina peut être fier de sa sélection car « 50% des pays ayant bénéficié



Les Secrétaires Généraux et les Directeurs des Ressources Humaines de mairies à l'école du management

Région du Centre

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, Simon Compaoré a présidé le mercredi 14 décembre 2016 à Ouagadougou, la cérémonie officielle d'ouverture de la formation des secrétaires généraux et des directeurs des ressources humaines de mairies des communes, chefs-lieux de région et de provinces.

Cette formation qui est une activité de mise en œuvre du plan d'actions 2014-2017 signé entre les mairies de Ouagadougou et de Bordeaux, réunit les cadres de vingt-sept communes et des représentants du ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la sécurité Intérieure. Cette session de formation qui va durer trois jours vise à offrir aux Secrétaires

Généraux et aux Directeurs des Ressources Humaines de mairies, des outils sur les méthodes et techniques du management du personnel municipal, la gestion des résultats, l'articulation entre le politique et l'administratif.

Dans son discours d'ouverture, le ministre d'Etat a rappelé que c'est en 2005, alors qu'il était le maire de la ville de Ouagadougou que fut signé le premier plan d'action. Il s'est réjoui que ces relations de coopération se soient inscrites dans une perspective institutionnelle et se poursuivent au-delà des hommes. « Cette formation participe au renforcement des capacités des acteurs municipaux auquel la tutelle que nous sommes, attache un très grand prix et en fait une priorité », a-t-il laissé entendre tout en



Le ministre de l'Administration territoriale, de la sécurité intérieure Simon Compaoré, s'adressant aux journalistes.

indiquant que son département suivra attentivement les travaux. L'Adjoint au Maire de Bordeaux, Pierre De

de la Police Municipale et des services Financiers et Comptables, ouvriront de nouvelles perspectives à ces

Gaétan Njikam Mouliom représentant le Maire Alain Juppé, est quant à lui satisfait de cette coopération entre les deux villes. Il espère que cette session qui intervient après la formation des personnels encadrant

acteurs municipaux dans la conduite de leurs tâches et responsabilités.

Le maire de la ville de Ouagadougou Armand Roland Pierre Beuindé a pour sa part confié qu'ils ont un héritage dont ils ont la responsabilité de perpétuer et a rassuré que le défi sera relevé.



L'assistance.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

SANTÉ DE LA MÈRE ET DE L' ENFANT:

Le ministère de la femme de la solidarité nationale et de la famille remet 15 tables d' accouchement et 02 couveuses

Région du Centre

Dans le cadre de ses actions en faveur de la santé de la mère et de l'enfant , le ministère de la femme de la solidarité nationale et de la famille a fait don ce samedi 10 décembre 2016 de quinze (15) tables d' accouchement et de deux (02) couveuses au ministère de la Santé. C'est le ministre la femme de la solidarité nationale et de la famille, Mme Laure Zongo qui a remis officiellement ce don au ministre de la Santé Dr Smaïla OUEDRAGO.



Cérémonie de remise de don.



ANNONCES

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE DE RECHERCHE-ACTION PAYSANNE EN ELEVAGE

Contexte et justification

Diobass Burkina Faso est une organisation non gouvernementale de droit burkinabè. Elle est apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif. Créée depuis plus de 20 ans, Diobass Burkina Faso a pour objectif de développer des dynamiques sociales, économiques et environnementales en milieu rural par la promotion de la Recherche-Action Paysanne (RAP).

La RAP vise à mettre au point des solutions endogènes ou métissées durables et adaptées aux préoccupations de productions agro-sylvo-pastorales et de gestion de ressources naturelles des producteurs et populations, à partir des connaissances, savoirs et savoir-faire paysans. Elle part des pratiques paysannes innovantes existant dans les communautés villageoises ou des problématiques de production auxquelles sont confrontées les exploitations agricoles familiales.

Dans le cadre du renforcement de son équipe technique, Diobass Burkina Faso recherche des candidatures (H/F) pour pourvoir au poste suivant.

Titre du Poste : Responsable de Recherche-action Paysanne en Elevage

Lieu d'affectation : Ouagadougou

Nature du contrat : Contrat à durée déterminée et renouvelable

Principales tâches et responsabilités : Sous la responsabilité du Secrétaire Exécutif, le Responsable de RAP en Elevage a pour responsabilité principale d'accompagner les groupes de recherche des organisations paysannes de Diobass Burkina Faso dans leurs travaux de recherche-action en Elevage.

A cet effet, il aura les tâches suivantes :

1. Coordonner des activités de la RAP dans sa zone de responsabilité ;
2. Conduire des diagnostics participatifs dans les zones d'intervention de Diobass Burkina Faso en collaboration avec les membres de l'équipe du Secrétariat Exécutif ;
3. Assurer la caractérisation des innovations paysannes de Diobass BF;
4. Accompagner les groupes de recherche et leurs organisations paysannes de Diobass BF dans la mise en œuvre des activités de recherche;
5. Assurer le suivi des groupes de recherche et leurs organisations paysannes d'origine membres de Diobass BF;
6. Assurer la formation des animateurs communautaires volontaires sur la méthode et les outils de la recherche action paysanne;
7. Participer aux réflexions stratégiques de Diobass BF pour la promotion de la recherche-action et des innovations paysannes ;
8. Contribuer au montage et à la mise en œuvre des projets de valorisation des innovations paysannes de Diobass BF;
9. Contribuer à la recherche de partenariats locaux et nationaux pour les groupes de recherche et

OP de Diobass BF en vue de l'appui à la diffusion et valorisation de leurs innovations paysannes ;

10. Contribuer à des études de référence et à des études d'impact de l'action de Diobass ;

11. Assurer la collecte, le traitement et l'analyse des données/informations et le rapportage des activités de recherche-action de la zone d'intervention de Diobass BF;

12. Collaborer étroitement avec les autres membres de l'équipe du Secrétariat Exécutif dans un esprit de travail d'équipe et pour une synergie d'action;

13. Participer activement à la vie du Secrétariat Exécutif de Diobass ;

14. Appuyer la mise en œuvre des projets collaboratifs ;

15. Exécuter toute autre tâche confiée par le Secrétaire Exécutif.

Niveau d'études et diplômes

Avoir un diplôme universitaire de niveau BAC + 4 au moins dans les domaines suivants : développement rural (agronomie, zootechnie, foresterie), économie rurale, sociologie rurale ou tout autre diplôme équivalent

Qualifications professionnelles et compétences requises

- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans les projets de développement rural ou dans des ONGs ou associations de développement, dans l'accompagnement des organisations paysannes/producteurs ;

- Avoir des compétences dans l'élaboration des projets de développement, des termes de référence pour études et des contrats ou protocoles dans le cadre du partenariat ou de prestations de services ;

- Avoir des compétences dans les méthodes participatives de recherche-action, de planification et de suivi-évaluation de projets ;

- Avoir une bonne capacité de collecte, de traitement et d'analyse et de synthèse des informations/données ;

- Avoir des compétences d'élaboration, d'exécution et de suivi-évaluation de projets de développement ;

- Avoir une bonne capacité de réflexion stratégique et analytique ;

- Avoir le sens de l'initiative et de l'organisation de son travail ;

- Avoir une bonne capacité rédactionnelle (termes de référence pour études/formations, comptes rendus de missions et de réunions, rapports d'activités, etc.)

Aptitudes exigées

- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, Internet, etc.).

- Avoir une bonne capacité à travailler en équipe,

- Etre apte à travailler sous pression,

- Avoir un bon niveau d'engagement social,

- Avoir une personnalité flexible et positive,

- Avoir une bonne condition physique,

- Etre âgé de moins de 45 ans au 31/12/2016,

- Etre apte pour des sorties de terrain en zone rurale.

Type de contrat : Contrat à durée déterminée. Contrat initial d'un(1) an, renouvelable sur la base de la performance annuelle jusqu'à la fin du projet.

Disponibilité : Après le processus de recrutement, le candidat retenu devra être disponible dès le 1er janvier 2017

Composition du dossier (version papier uniquement)

- Une lettre de motivation

- Un Curriculum Vitae (CV) avec des contacts de trois personnes de référence,

- Des photocopies certifiées conformes des diplômes,

- Des photocopies des certificats ou des attestations de travail,

- Une photocopie de la carte nationale d'identité.

Dépôt de dossiers

Le dossier de candidature, sous pli fermé avec la mention «Recrutement d'un Responsable de recherche-action paysanne en Elevage » est à déposer au bureau de Diobass Burkina Faso, sis à la Cité 1200 logements, ou par courrier à l'adresse : Diobass Burkina Faso 09 BP 329 Ouagadougou 09 ; Téléphone : 25 36 03 62 ou au Cabinet NIZA - 1619, Avenue Dr Kwamé N'Krumah ; 01 BP 2768 Ouagadougou 01 ; BURKINA FASO

Tél. : (+226) 25 31 42 48

Date limite de dépôt des dossiers : au plus tard le vendredi 23 décembre 2016 à 16 heures 00

Procédure de recrutement

Présélection sur dossier suivie d'un test écrit et d'un entretien individuel.

Seules les candidatures qui présentent un intérêt pour Diobass Burkina Faso recevront une suite.

Par ailleurs, Diobass Burkina Faso se réserve le droit de ne donner aucune suite au présent avis de recrutement.



Avis de recrutement

POSTE : H/F Chef de Projet – Programme Graines d’Espérance – Maroc

Description

Formations et insertion professionnelle dans les métiers de l’énergie

Casablanca, MAROC

CONTEXTE

L’IECD est un organisme de solidarité internationale créé en 1988 qui met en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales.

L’IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation et de l’insertion professionnelle, de l’appui aux très petites entreprises et de l’accès à l’éducation et à la santé pour les personnes les plus vulnérables. L’IECD opère dans 15 pays, 4 zones géographiques (Moyen Orient et Afrique du Nord, Afrique subsaharienne, Madagascar et Asie du Sud-est) et sur 8 programmes déployés sur 45 projets permettant d’agir auprès de plus de 50 000 personnes bénéficiaires.

En partant de l’expression des besoins exprimés par les entreprises et les écoles dans le secteur de l’électricité/électrotechnique, l’IECD a démarré au Liban en 2007 le programme Graines d’Espérance (GDE) : programme qui consiste à améliorer les formations proposées par les écoles afin qu’elles correspondent aux besoins du marché du travail. Cela passe par l’amélioration continue des référentiels et des équipements, la formation des enseignants et le développement des partenariats écoles – entreprises (vidéo du programme). L’IECD et ses partenaires ont décidé d’essayer cette expérience et de développer

des projets pilotes dans d’autres pays : ce programme est actuellement implanté en Côte d’Ivoire, Egypte, Liban, Maroc, Nigéria, Vietnam et Territoires Palestiniens.

Au Maroc, le projet est mis en œuvre depuis 2014, et se déroule actuellement à Casablanca et à Kenitra dans 3 écoles. Il bénéficie du soutien de nombreuses entreprises, dont Schneider Electric et Nexans. D’ici 2018, il est prévu d’accompagner également 2 écoles supplémentaires.

Pour réussir ces développements tout en garantissant la qualité du programme, et dans le cadre d’un remplacement, l’IECD recherche un(e) Chef de projet.

MISSIONS

1/ Organisation, supervision et mise en œuvre des activités du programme GDE

Pilotage de la mise à jour des contenus de formation

Mettre à jour des études du marché des secteurs de l’énergie renouvelable et de l’efficacité énergétique

Faire des visites régulières des entreprises pour identifier leurs besoins afin d’ajuster les contenus

Elaborer et rénover des modules de formation en collaboration avec les formateurs

Pilotage de la rénovation des ateliers et des outils

Elaborer les listes de besoins en équipement et d’outils en collaboration avec les formateurs

Gérer les achats d’équipements et le suivi de l’installation du matériel dans les ateliers

Organiser des diagnostics de sécurité

et d’audits énergétiques dans les écoles partenaires

Assurer la mise en place d’outils de gestion (logiciel de vie scolaire, carnet de suivi des élèves, etc.

Identification et déploiement des formations des formateurs

Identifier les besoins en formations techniques, pédagogiques et comportementales et élaborer un plan de formation des formateurs

Préparer les objectifs et les résultats attendus et organiser les missions de formation

Assurer le reporting et évaluer la satisfaction des participants et des formateurs

Mobiliser des experts externes pour renforcer les compétences des formateurs

Renforcement et lancement d’activités et de Bureaux d’Orientation et d’Emploi (BOE)

Renforcer ou instaurer un système de stages suivant les écoles

Créer et accompagner les écoles dans le maintien des partenariats avec des entreprises

Mener des enquêtes auprès des anciens diplômés mesurant l’insertion socio-professionnelle

Renforcer et créer des BOE au sein des écoles partenaires : définir et acheter le matériel nécessaire, participer au recrutement des responsables, assurer la formation et la transmission des outils

Accompagner les responsables dans la mise en œuvre des activités et la communication des BOE

Organiser un forum d’Emploi national

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

2/ Reporting et communication

Effectuer le reporting interne hebdomadaire et mensuel, et le reporting externe pluri-annuel

Collecter et renseigner tous les trimestres les indicateurs quantitatifs et qualitatifs demandés par les partenaires financiers (ex : nombre de jeunes diplômés, taux d'insertion professionnelle...)

Analyse des problèmes, recommandations et mise en œuvre de solutions adéquates

Communiquer sur le projet sur les réseaux sociaux et rédiger une newsletter trimestrielle

Participer aux événements : salons, conférences, COP22...

3/ Pilotage des relations avec les partenaires du projet

Rédiger des rapports narratifs pour les bailleurs actuels et des propositions pour de nouveaux bailleurs

Organiser des comités de pilotage annuels avec tous les partenaires du programme GDE Maroc

Consolider, développer et constamment améliorer les relations avec les partenaires : bailleurs publics, entreprises, autorités locales et françaises, directeurs d'écoles, formateurs, experts externes, autres ONG

4/ Développement du projet GDE au Maroc

Mettre en place les partenariats avec 2 nouvelles écoles sur GDE : identifier et diagnostiquer les écoles, définir les axes de collaboration, élaborer et signer les conventions de partenariat

Lancer des formations d'entrepreneuriat pour les jeunes du programme GDE

5/ Gestion financière et des procédures

Assurer le suivi financier du projet : mise à jour mensuelle de l'outil de suivi, construction du budget annuel et de ses actualisations trimestrielles, validation des dépenses, suivi des encaissements

Accompagner les écoles dans leur contrôle de gestion, et veiller au contrôle des dépenses

S'assurer de la bonne exécution des procédures de l'IECD et des bailleurs de fonds, en particulier de l'AFD

Assurer le reporting financier à destination des bailleurs de fonds et piloter les audits

6/ Management

Recruter, manager, fidéliser, former l'équipe du projet et l'aider à monter en compétence

Identifier de nouveaux talents locaux pour renforcer l'équipe en place

Animer l'équipe, créer un sentiment de cohésion au sein de l'IECD

7/ Représentation institutionnelle de l'IECD au Maroc

Piloter l'enregistrement du bureau de représentation de l'IECD Maroc

Identifier des opportunités pour le lancement d'autres activités de l'IECD

PROFIL RECHERCHE

Formation : Diplôme d'ingénieur

Expérience : Expérience de 5 à 10 ans en entreprise sur des fonctions de gestion de projets ou volet technique

Compétences :

Bonnes capacités de gestion de projet et de suivi d'activités et d'indicateurs

Compétences en suivi budgétaire et

contrôle financier

Bonnes capacités de communication

Maîtrise du Pack Office et notamment maîtrise d'Excel confirmée

Maîtrise du français confirmée ; arabe dialectal fortement souhaité

Connaissance du marché de l'emploi au Maroc et/ou des secteurs industriels est un atout

Qualités attendues :

Autonomie, capacité d'initiative et sens des responsabilités

Excellentes capacités d'organisation et de rigueur

Très bonnes relations interpersonnelles et diplomatie, capacités de représentation vis-à-vis de partenaires variés

Leadership, proactivité, flexibilité et capacités à travailler efficacement dans un contexte multitâches

Capacités d'adaptation à la culture locale/aux réalités du terrain

Intérêt pour la formation et l'insertion professionnelle des jeunes

Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la personne, le sens du service, un engagement professionnel

CONDITIONS

Statut : contrat de droit français de Volontariat de Solidarité Internationale

Formation préalable au départ d'une à deux semaines à Paris

Dates : dès que possible, pour 2 ans, renouvelable

Sous la responsabilité : de la coordinatrice de programme GDE, basée à Paris

Pendant la période de passation

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

jusqu'en mai 2016 sous la responsabilité de la chef de projet actuelle

Collaboration fréquente avec les équipes GDE des 6 autres pays et la coordination à Paris

Localisation : Casablanca, déplacements fréquents à prévoir à Kénitra et au Maroc selon les besoins du projet

Conditions contractuelles :

Selon profil et expérience

Participation au logement

Voiture du projet à disposition de l'équipe

1 billet France – Maroc – France par année de mission

Assurances complètes (CFE et mutuelle complémentaire – maladie, rapatriement et retraite de base)

CONTACT

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence 'Maroc – Chef de projet GDE' à recrutement@iecd.org

Ville Casablanca

Fonctions Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet,

Etudes, Recherche, Organisation, Administration

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Autre, Informatique, Communication, Social

Pays Afrique, Maroc

Contrat CDD

Email de la personne contact recrutement@iecd.org

Date de fin de validité 31/01/2017



Avis de recrutement

POSTE : Stagiaire – Direction du développement de projets

Description

Contexte

Solthis est une ONG ayant pour objectif de contribuer au renforcement des systèmes de santé pour améliorer l'accès à des soins de qualité dans les pays à ressources limitées et/ou auprès des populations vulnérables.

Activités

Sous la responsabilité de la Responsable développement de projets, le/la stagiaire aura les responsabilités suivantes :

Contribuer à la recherche de financements institutionnels

Participer à la veille des appels à propositions (UE, Fondation Gates, etc.) et à l'alimentation de la base de données des bailleurs potentiels pour

l'association

Participer au montage de dossiers de financements et de réponses aux appels d'offres (AFD, Union Européenne, Unitaid, Fonds mondial,...)

Participer à l'analyse de la stratégie des bailleurs de fonds santé, alimenter le mapping des initiatives globale en santé et les modes de financements liés

Contribuer à la capitalisation des projets

Contribuer à alimenter la base de données des projets montés par l'association, et à la rédaction de fiches de référence projets.

Contribuer à la mise en ligne des documents de projet sur l'intranet de l'association

Contribuer aux activités de reporting et échanges avec les bailleurs de fonds

Contribuer à l'analyse et la relecture des rapports d'activités pour certains bailleurs.

Contribuer aux traductions français/anglais de certains documents de suivi des projets.

Contribuer aux échanges avec les bailleurs de fonds (suivi administratif, demande d'avenants,...)

Profil :

Etudiant(e) en dernière année d'Institut d'Etudes Politiques / Ecole de commerce / Master développement & relations internationales / Bioforce

Capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction

Anglais courant

Expérience associative préalable (France ou étranger)

Expérience préalable en gestion de projets fortement appréciée

La suite à la page 17



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

Connaissance du secteur des ONGs serait un plus

Conditions :

Poste basé au siège de l'Association à Bagnole (proche Paris, métro Gallieni)

Gratification de stage légale + tickets restaurant + 50% du transport en commun pris en charge

Dates de prise de fonction : mars 2017

Durée : 6 mois

CANDIDATURE :

Merci d'envoyer votre candidature (CV + lettre de motivation) à caroline.gallais@solthis.org avant le 15 janvier 2017 en précisant en objet « Stage – Direction du Développement ». Merci de préciser vos dates de stage.

Solthis se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de

votre compréhension.

Ville: Bagnole (proche Paris)

Fonctions: Coordination, Gestion de projet

Activités: Santé

Pays: Europe, France

Contrat Stage

Date de fin de validité 15/01/2017



Avis de recrutement

POSTE : Assistant(e) Administratif et Comptable

être présent à 9h (ouverture du bureau) jusqu'à 17h

Régler les factures par chèque (à faire vérifier par le DAF et signer par le DG)

Description

Solthis est une ONG ayant pour objectif de contribuer au renforcement des systèmes de santé pour améliorer l'accès à des soins de qualité dans les pays à ressources limitées et/ou auprès des populations vulnérables.

Organiser les réunions

Gestion des caisses sociales, en relation avec le cabinet social :

Mission :

Basée au siège de l'Association à Bagnole et supervisée par le Responsable Ressources Humaines, l'Assistant(e) administratif(ve) et comptable assiste les responsables de volets sur les aspects comptables, administratifs et logistiques de l'association.

Lien avec les secrétariats pour RDV

Préparer et organiser les réunions, les conférences téléphoniques

Réception des courriers et envoi au cabinet social

Mettre à jour les calendriers et plannings

Gestion des bordereaux mensuels et trimestriels et paiement

Gérer la réception et l'envoi du courrier

Envoi des ECA au terrain

Dactylographier des documents, compte rendus de réunions, photocopier, relier des dossiers, numériser des documents...

Respect de la procédure d'engagement des dépenses

Activités :

1) Administration générale

Préparer les conseils d'administration, assemblées générales (convocation, réunions, préparer et classer les documents officiels)

2) Comptabilité-Finance, sous la supervision du Directeur Administratif et Financier

Préparer l'imputation analytique des factures payées par le siège et les transmettre au DAF

Rapport bailleur : classeur des pièces + aide au rapport financier

Aide et participation aux audits : CAC + bailleurs

Participation au suivi budgétaire du siège

Soutient les CAF dans le contrôle des comptabilités terrain : respect des procédures d'engagement des dépenses, existence et validité des pièces comptables...

Assurer l'interface téléphonique (standard) et l'accueil des visiteurs :

Encoder et importer la comptabilité du siège dans le logiciel Saga

Gérer les caisses du siège (euros et devises)

3) Ressources humaines, sous la supervision du Responsable RH

Mettre en ligne les offres d'emploi

La suite à la page 18.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17.

Envoyer les réponses négatives aux candidats non retenus

Anticiper et préparer les Per diem des expatriés en briefing ou débriefing, des stagiaires, des postes volants etc... (voir tableau per diem)

Suivre administrativement les assurances santé des salariés du siège (y compris la mutuelle) et des expatriés

Changement de pays

Affiliation/résiliation

Informations diverses

Commander et préparer les tickets restaurant (mensuellement)

Suivre et organiser les visites médicales annuelles (RDV et suivi de la fréquence)

Organiser la venue des stagiaires/personnels/partenaires étrangers (inscription, logement, billets d'avion, assurances en France, prêt téléphone portable, accueil et orientation ...)

Participer à la mise à jour des organigrammes et mise en ligne sur l'extranet

4) Services généraux et logistique

Rechercher de nouveaux fournisseurs suivant les besoins (qualité, prix et délais)

Gérer les commandes de fournitures, mobiliers de bureau, télécom et matériel informatique

Devis, bons de commande, cotations, relations fournisseurs, inventaires...

Réceptionner les marchandises

Organiser l'acheminement et le transport de matériels (choix du mode de transport, de l'emballage, douane et post acheminement) en

France et à l'étranger

Veillez à la maintenance des locaux du siège

Relations propriétaire et prestataires, (extincteurs, plantes, courses, personnel de nettoyage ...)

Participer à la gestion du déménagement des locaux et les relations avec les prestataires

Gérer le parc informatique : la maintenance informatique en relation avec nos prestataires (Humane SI) et gestion des adresses email (siège + terrain), inventaires, imprimantes

Point de contact en cas de demande d'un salarié Solthis et mise en relation

Documentation : Commander des ouvrages suivant les demandes et tenir à jour la bibliothèque (inventaire, classement, gestion des abonnements, diffusion)

5) Déplacements nationaux et internationaux

Organiser les déplacements du personnel (siège, expatriés, stagiaires, personnel national, partenaires...)

Inscriptions du personnel aux cours et conférences internationales

Relations partenaires / agences de voyage (GARD, Air France...)

Réservations, prise des billets, rédaction d'ordres de mission, obtention de visa, souscription des assurances, logement

Organiser les demandes de courses (dépôt de courriers ou colis, obtention de visas...)

6) Communication/

Information

Aider à l'organisation d'évènements

Location de salles

Logistique de l'évènement (badges, pause-café, préparation du matériel...)

Soirées/dîners

Extranet/internet : Mise à jour de documents et création des identifiants extranet

Gérer Outlook : mise à jour de contact, mailing ...

Gestion de Sharepoint

Profil :

Niveau minimum Bac+2/3

Expérience souhaitée de 2 ans minimum sur le même type de poste

Compétences et connaissance souhaitées :

Comptabilité (logiciel SAGA apprécié)

Administration des associations

Gestion de déplacements internationaux

Informatique (maîtrise des logiciels Excel, Word, Powerpoint, Outlook)

Anglais opérationnel

Qualités : rigueur, organisation, prise d'initiative, polyvalence, gestion des priorités

Conditions :

Statut : Salarié, non cadre

Durée du contrat : CDI

Date de prise de poste : ASAP

Salaire : selon grille Solthis et expérience + 85% de la mutuelle + tickets restaurant + 50% du transport

La suite à la page 19.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

en commun

Candidature : merci d'envoyer votre CV + Lettre de Motivation + dates de disponibilités avant le 30 Decembre 2016 à recrutement@solthis.org en précisant en objet « Assistant Administratif et Comptable ».

Solthis se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension.

Ville Bagnolet

Fonctions Assistance, Secrétariat, Traduction

Activités Santé

Pays Europe, France

Contrat CDI

Date de fin de validité 30/12/2016

INFO GENDARMERIE NATIONALE



Les patrouilles : en résumé leurs buts , c'est pouvoir être le plus proche de vous et éventuellement faire cesser toute infraction ou vous soustraire de tout danger. En conclusion, nous rapprocher de vous!

Cependant pour que ces patrouilles soient réellement efficaces nous avons besoin de votre implication.

N'hésitez donc pas à aller vers nos éléments que vous croisez pour les renseigner ou porter vos préoccupations securitaires à leurs connaissances (constats faits par vous, situations ou voisinage suspects ...) .

Rappelez vous, tout détail peut être important !

La Gendarmerie Nationale, une force humaine à votre service .



ANNONCES

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

pour la Recherche
Scientifique en
Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantième du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fond Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT
Le « Prix CSRS – Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/es tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra:

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants:

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de:

Président :

Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :

Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Allassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAI DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET D'INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@fri.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR-ci-dessus

**CSRS
Conseil de Fondation
Centre Suisse de Recherches
Scientifiques en Côte d'Ivoire**





Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

10 12 2016 AU 17 12 2016 Groupe 4

1200 LOGEMENTS	22625360252	NATIGE	22625362800
AMITIE MIYOUGOU	22625385236	OUEDRAGO	22625371652
BETHANIA	22625313141	PIERRE TAPSOBA	22625484433
CIRCULAIRE SEDE	22625384491	PRINCIPALE	22625375415
DIAWARA	22625306068	SAHEL	22625318195
ESPOIR	22625315412	SIG NOGHIN	22625431778
CARE	22625316206	SIRA	22625431778
HIPPODROME	22625503412	SOMAGADE	22625358244
HOPITALE	22625306641	SOTISSE	22625364148
JEAN PAUL	22625418154	UNITE	22625343942
KADIAOGO	22625318788	VENEGRE	22625430587
KOUMA	22625385742	VIDAL	22625315288
LALLE	22625456725	VIEL	22625459825
LES GRACES	22660808077	WEND KUNI	22625362015
LOUIS PASTEUR	22625335867	WEND YAM	22625483047
MAIGNON	22625310120	YENNENGA	22625370337
MUSSE	22625366841	ZONE1	22625481513/53

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poïda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles



« Une école, un profil, une carrière réussie »

Institut Supérieur de Management et d'Entrepreneuriat

OUVERTURE INSCRIPTIONS EN LICENCES



Les filières concernées sont :
Finance Comptabilité - Marketing et Gestion;
Transport Logistique.

- Nombre de places par classe : 15 étudiants
- Période des inscriptions : du 29 novembre au 17 décembre 2016
- Niveau d'entrée : BTS/DTS ou diplôme jugé équivalent
- Début des cours : 20 décembre 2016.

Les cours ont lieu du lundi au vendredi de 18h30 à 21h30
et le samedi de 15h à 20h

Les plus de l'ISME

- Un programme renforcé en anglais
- Développement du marketing de soi
- La maîtrise de technologies de gestion

Rejoignez - nous sur  ISME Ouaga

Mail : infos@isme-ouaga.com
site web: www.isme-ouaga.com

Infoline: +(226) 25 48 88 10
72 50 99 00



Universités & Ecoles



Institut Sciences-Campus
BOBO

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER À ISC BOBO

Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3^{ème} année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes :

- Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprises, Management des Projets et Programmes
- Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- Gestion Administrative Comptable et Financière

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

Inscription : A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo, A Ouagadougou rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web www.sciences-campus.org

**Téléphone : +226 64 20 00 26, +226 72080303,
+226 61080303, +226 72 07 09 09**

Email : bobo@iscmail.org

***Institut Sciences-Campus, une école supérieure de pointe,
entièrement à votre portée!!***

25 FEVRIER
04 MARS



25 FEBRUARY
04 MARCH

FESPACO 2017

25^e



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel
Training, Cinema and Audiovisual Trades

Ouagadougou / Burkina Faso / www.fespaco.bf

Graphic: Combing / P.201 / 01/12/2017